

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR L'ACCES A L'INFORMATION

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1er AVRIL 1986 AU 31 MARS 1987

Ottawa,

Juin 1987

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR L'ACCES A L'INFORMATION

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1er AVRIL 1986 AU 31 MARS 1987

Ottawa,

Juin 1987

TABLE DES MATIERES

Page

1	Introduction
2	Rapport statistique
3	Organisation
5	Mise en application
5	Voies Officielles et voies officieuses
6	Instrument de délégation
6	Appels au Commissaire à l'information
	Annexe A
	Annexe B

INTRODUCTION

Le quatrième rapport annuel du ministère des Affaires extérieures concernant la Loi sur l'accès à l'information porte sur la période allant du 1er avril 1986 au 31 mars 1987.

2. Sans compter les vingt-sept demandes de 1985-1986 qui avaient été reportées, le Ministère a reçu trois cent quatre-vingt-quatorze nouvelles demandes de communication de renseignements au cours de la période visée, et il en a traité trois cent soixante-et-onze. Cela représente une augmentation approximative de deux cent cinquante pour cent par rapport à 1985/86. L'accroissement de la charge de travail s'est manifesté à travers l'ensemble du Ministère, mais plus particulièrement au Bureau du coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, où deux positions ont été ajoutées.

3. Les journalistes sont encore ceux qui ont le plus recours à la Loi. Les demandes traitées se répartissent comme suit: médias, 43.5%; organismes, 13%; universités, 3%; entreprise, 18%; public, 16.5% et les conseillers professionnels en accès à l'information, 6%.

4. Plus du tiers des demandes portaient sur l'initiative des négociations du libre-échange. Un autre tiers portaient sur d'autres questions de politique étrangère et de commerce extérieur. Le reste des demandes concernaient principalement des cas d'immigration (demandes de dossiers

reçus de représentants canadiens de requérants étrangers), ainsi que des questions concernant la gestion et l'administration du Ministère (comptes financiers, évaluations de programmes, etc.).

RAPPORT STATISTIQUE

- ... 5. Le Rapport ci-joint sur l'accès à l'information (annexe A) renferme des statistiques détaillées sur les demandes traitées. Cinquante demandes ont été reportées à 1987/88. Ce nombre s'est considérablement réduit dans les deux premiers mois de la nouvelle année fiscale.
6. En raison de la nature des demandes reçues en 1986/87, les statistiques présentent une image quelque peu déformée de l'utilisation des exceptions par le Ministère. Au printemps de 1986, le Ministère a divulgué par l'accès à l'information une série d'études reliées aux négociations sur le libre-échange. Près de cent soixante demandes ont été reçues concernant ces études qui ont été divulguées aux requérants, sauf quant aux portions exclues ou exceptées aux termes de divers articles de la Loi sur l'accès à l'information. Ainsi, alors que le rapport statistique indique une utilisation étendue de certaines exceptions particulières, i.e., article 24 (157 fois), cette exception a été en fait invoquée seulement une fois au sujet d'une série de documents qui a été demandée dans cent cinquante-sept demandes séparées mais identiques ou très similaires.

7. Les coûts relatifs au personnel comprennent les charges salariales des employés du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, qui ont consacré environ quatre-vingt-dix pour cent de leur temps à traiter des demandes de communication de renseignements et le reste à des activités liées à la protection des renseignements personnels. Ils comprennent également les charges salariales d'autres employés qui ont travaillé à l'occasion au repérage des documents et à leur préparation pour examen. Dans le calcul des frais relatifs aux agents et au personnel de soutien, les salaires réels des employés concernés ont été divisés par 220 (jours ouvrables) pour obtenir le coût journalier. Celui-ci a ensuite été divisé par 7 1/2 pour obtenir le coût horaire.

ORGANISATION

8. Le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels est chargé, sous la direction du Sous-secrétaire d'Etat associé aux Affaires extérieures, de s'assurer que le Ministère respecte la lettre et l'esprit de la Loi et qu'il fait tous les efforts raisonnables pour faciliter l'accès du public aux documents gouvernementaux.

9. Souvent, le coordonnateur doit effectuer de nombreuses consultations pour répondre à une demande. Dans la majorité des cas traités, il a été nécessaire de consulter des gouvernements provinciaux ou étrangers, ou

d'autres institutions du gouvernement fédéral. Inversement, les demandes de gouvernements étrangers concernant la déclassification et la divulgation de documents contenant des informations confidentielles reçues du gouvernement canadien sont traitées par le Bureau du coordonnateur. De plus, conformément aux lignes directrices, les autres institutions fédérales consultent le Ministère dans les cas où elles désirent invoquer des exceptions aux termes de l'article 15(1) (préjudice à la conduite des affaires internationales) ou lorsque les documents identifiés concernent les questions de politique étrangère du Canada ou les programmes relatifs au commerce extérieur. Il y a eu cent seize demandes de consultations provenant d'institutions fédérales en 1986/87.

10. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels coordonne le traitement des demandes au Ministère. Les pratiques établies, qui supposent des rapports étroits avec les directions générales concernées et avec les conseillers juridiques, ont continué à fonctionner de façon satisfaisante au cours de la période visée. Le Bureau prépare un rapport mensuel pour tenir les ministres et la haute direction informés du cheminement des demandes.

11. Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Tous les manuels en usage au Ministère, de même que le Registre d'accès et les formules de demande

d'accès à l'information, sont à la disposition des requérants. Au cours de l'année dernière, plusieurs personnes ont choisi de visiter la salle de consultation pour revoir des documents identifiés en réponse à leur demande, plutôt que de payer des frais de photocopie élevés.

MISE EN APPLICATION

12. En raison de l'augmentation constante du nombre de demandes, deux positions additionnelles ont été ajoutées à l'effectif du Bureau, portant ainsi l'effectif à sept personnes. Des agents du service extérieur à la retraite ont aussi été employés sous contrat à court terme afin d'aider au traitement des demandes. Les nombreux avis juridiques nécessaires sont fournis par les conseillers juridiques du ministère de la Justice.

13. Les demandes se sont avérées plus complexes et plus longues à traiter que nous ne l'avions prévu au départ. Le nombre croissant de demandes liées à la politique étrangère a nécessité dans bien des cas l'examen de larges quantités de documents et la préparation de recommandations détaillées, comportant un plus grand nombre de consultations avec d'autres organismes fédéraux ainsi qu'avec des gouvernements provinciaux et étrangers. Cette situation grève lourdement les directions de programme concernées, qui doivent continuer de vaquer à leur occupations normales.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

14. Comme la Loi vise plutôt à compléter qu'à

remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Cabinet du Ministre, au service des relations avec les médias et à la Bibliothèque.

15. Le Bureau ne traite que les demandes officielles, mais le coordonnateur doit passer beaucoup de temps à consulter les directions générales concernées afin de s'assurer que les réponses aux demandes non officielles sont conformes aux dispositions de la Loi.

INSTRUMENT DE DELEGATION

... 16. Vous trouverez à l'annexe B la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi, notamment le pouvoir d'autoriser ou de refuser la divulgation de renseignements.

APPELS AU COMMISSAIRE A L'INFORMATION

17. Au cours de la période visée, trente-six plaintes ont été déposées auprès du Commissaire à l'information au sujet de demandes traitées par le Ministère. Vingt-deux plaintes qui n'avaient pas été réglées ont été reportées de l'année précédente. Au 31 mars 1987, le Commissaire à l'information avait terminé vingt-six enquêtes. Dans cinq cas, le Commissaire a conclu que la plainte était

injustifiée. Dans vingt-et-un cas, les recommandations du Commissaire étaient contraires au vues du Ministère; et lorsque la raison de la plainte concernait le refus de divulgation, des documents additionnels ont été remis au requérant.



Institution Ministère des Affaires extérieures	Période visée par le rapport le 1 avril 1986 - le 31 mars 1987
--	--

Source

Médias	171	Secteur universitaire	12	Secteur commerciale	71	Organisme	51	Public	89
--------	-----	-----------------------	----	---------------------	----	-----------	----	--------	----

I Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'Infor.

Reçues pendant la période visée par le rapport	394
En suspens depuis la période antérieure	27
TOTAL	421
Traitées pendant la période visée par le rapport	371
Reportées	50

II Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. Communication totale	65	6. Traitement impossible	8
2. Communication partielle	225	7. Renseignements insuffisants	3
3. Aucune communication (exclusion)	11	8. Abandon	14
4. Aucune communication (exemption)	13	9. Document inexistant	7
5. Transmission	7	10. Traitement non officiel	18
TOTAL			371

III Exceptions invoquées

Art. 13 (1) (a)	181	Art. 16 (1) (d)		Art. 20 (1) (c)	166
(b)	161	Par. 16 (2)	2	(d)	163
(c)		Par. 16 (3)		Art. 21 (1) (a)	175
(d)	157	A. 17	4	(b)	172
A. 14	3	Art. 18 (a)	1	(c)	8
A. 15 (1) Rel. Inter.	203	(b)		(d)	1
Défense		(c)		A. 22	1
Activités subversives		(d)	1	A. 23	2
Art. 16 (1) (a)	3	Par. 19 (1)	201	A. 24	157
(b)	2	Art. 20 (1) (a)	3	A. 25	
(c)	2	(b)	170	A. 26	2

IV Exclusions citées

Art. 68 (a)	16
(b)	
(c)	
(d)	
Art. 69 (1) (a)	11
(b)	2
(c)	2
(d)	161
(e)	161
(f)	1
(g)	163

V Délai de traitement

30 jours ou moins	243
De 31 à 60 jours	55
De 61 à 120 jours	47
121 jours ou plus	26

VI Prorogations

	30 jours ou moins	31 jours ou plus
Recherche	7	9
Consultation	21	35
Tiers		
TOTAL	28	44

VII Traduction

Traduction demandée	
Traduction préparée	De l'anglais au français
	Du français à l'anglais

VIII Méthode de consultation

Copies de l'original	278
Examen de l'original	3
Copies et examen	9

IX Frais

Frais nets perçus		
Frais de demande	1855	
Reproduction	3658	
Recherche	2540	
Préparation	270	
Traitement informatique		
TOTAL	8323	
Frais auxquels on renonce	Nombre de fois	\$
\$25.00 ou moins	244	\$400
De plus de \$25.00		\$

X Coûts

Financiers (raisons)	
Traitement	\$20,955
Administration (fonc. et maintien)	\$36,350
TOTAL	\$57,305
Années-personnes utilisées (raisons)	
Années-personnes (nombre décimal)	7.2
XI Plaintes déposées auprès du commissaire à l'information	
Activité concernant les plaintes	
En suspens depuis la période antérieure	22
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	36
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	26
Nbre d'appels reportés	32

Plaintes déposées auprès du commissaire à l'information (continu)

Raisons des plaintes	
Refus de comm.	23
Frais demandés	3
Prorogation	12
Publication	
Refus de traduction	
Délai de traduction	
Autre	3
Présentation de certificats	
	-

Plaintes déposées auprès du commissaire à l'information (continu)

Règlement des plaintes	
Plainte non fondée	5
En accord avec l'institution	
Aucune conclusion	
Recommandation acceptée	21
Recommandation rejetée	0
XII Appels interjetés auprès de la Cour fédérale	
En suspens depuis la période antérieure	1
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	3
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	1
Nbre d'appels reportés	3

The Rt. Hon. Joe Clark, P.C., M.P.
Secretary of State for External Affairs



Le très hon. Joe Clark, C.P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès
à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès
à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires
extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés
à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à
titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont
il est, en qualité de responsable d'une institution
fédérale, investi par la Loi. Le présent document
remplace et annule celui daté du 7 novembre 1984.

ANNEXE

Poste

1. Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires
extérieures
2. Sous-ministre, Commerce extérieur.
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et
Sécurité internationale
4. Coordonnateur, Accès à l'information et protection
des renseignements personnels

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Joe Clark'.

DATE le 19 juin 1986

CAL
EA
A13
1986/87
DOCS

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1986 TO MARCH 31, 1987

Ottawa,

June 1987

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1986 TO MARCH 31, 1987

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

SEP 30 1988

Ottawa,

June 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

INDEX

Page

1	Introduction
2	Statistical Report
3	Organization of Access to Information and Privacy (ATIP) Activities
4	ATIP Implementation
5	Formal/Informal Interface
6	Designation Order
6	Appeals to the Information Commissioner
	Appendix A
	Appendix B

INTRODUCTION

This fourth annual Report on the Access to Information Act for the Department of External Affairs covers the period from April 1, 1986 to March 31, 1987.

2. During the period under review, 27 Access requests were carried over from 1985/86, 394 new Access requests were received, and 371 requests were completed. This represents an increase of approximately 250% over 1985/86. The increased workload was felt throughout the Department but most particularly in the Office of the Co-ordinator for Access to Information where two new positions were added.

3. Media representatives have continued to show the most interest in using this legislation. The percentage breakdown of the sources of requests was as follows: media 43.5%, organizations 13%, academic 3%, business 18%, public 16.5%, professional access consultants 6%.

4. Over one-third of the requests dealt with Canada's Free Trade Initiative. Another third dealt with other foreign policy and trade questions. The remainder covered mainly immigration cases (requests for files from Canadian representatives of foreign applicants) and management and administrative issues (financial accounts, program evaluations, etc.).

STATISTICAL REPORT

... 5. Appendix A contains detailed statistics on the processing of Access requests in the Department of External Affairs during the past year. Details regarding exemptions cover the 371 requests which were completed. Fifty Access requests were carried forward to 1987/88. This number was reduced considerably in the first two months of the new fiscal year.

6. Because of the nature of requests received during 1986/87, the statistics present a somewhat distorted picture of the use of exemptions in the Department. In the spring of 1986, the Department released under Access to Information a series of studies related to the Negotiations on Free Trade. Close to 160 requests were received for these studies which were released to the applicants with portions excluded or exempted as provided for under the various sections of the Access to Information Act. Therefore, while the Statistical Report indicates extensive use of particular exemptions, e.g., Section 24 (157 times), this exemption was, in fact, invoked only once in respect of one set of documents which was requested under 157 separate but identical or very similar Access requests.

7. The personnel costs reported represent the salary costs of the personnel in the Access to Information and Privacy Office, who spent approximately ninety percent of their time processing Access requests and the rest on Privacy

activities. Also included are the salary costs of other staff involved part time in retrieving documents and preparing them for review. In calculating costs for officers and support staff, the actual salaries of the individuals concerned were divided by 220 (working days) to obtain the daily cost. This was then divided by 7 1/2 to get the hourly cost.

ORGANIZATION OF ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY (ATIP) ACTIVITIES

8. The departmental ATIP Co-ordinator is responsible, under the general direction of the Associate Under-Secretary of State for External Affairs, for ensuring that the Act is implemented within the Department in accordance with the letter and the spirit of the legislation and that all reasonable efforts are made to assist the public in obtaining access to government records.

9. The Co-ordinator frequently carries out extensive consultations to comply with a request. In a majority of all cases completed, it was necessary to consult with foreign or provincial governments, or with other federal government institutions. Conversely, requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of documents which contain Canadian confidences are processed by the Co-ordinator's Office. In addition, in accordance with established guidelines, other federal government institutions consult with the Department in those cases where they wish

to claim exemptions in the Section 15(1) category (injury to the conduct of international affairs), or where documents retrieved relate to Canada's foreign policy or trade programs. There were 116 requests for consultation from federal government institutions in 1986/87.

10. The ATIP Office maintains overall control and co-ordination of application processing within the Department. The procedures established, which include close liaison with the appropriate program bureaux and legal advisors, have continued to work satisfactorily during the period under review. A monthly status report prepared by the ATIP Office keeps Ministers and senior departmental management informed of progress in meeting requests.

11. A reading room is available in a public access area of the Department's headquarters, adjacent to the ATIP Office. All current departmental manuals are available for use by applicants. Over the past year, a number of individuals have chosen to visit the reading room to review documents retrieved in response to their requests rather than pay large photocopying fees.

ATIP IMPLEMENTATION

12. In recognition of the steadily increasing workload in the Co-ordinator's Office, two additional staff members were added, giving the Office a total complement of seven. Retired Foreign Service Officers were also hired under short term contract

to assist with the processing of requests. The necessary extensive legal advice is provided by legal advisors from the Department of Justice.

13. Requests continue to be more complex and time-consuming than initially anticipated. The growing number of foreign policy-related requests has necessitated in many cases the review of large volumes of documents and the preparation of detailed recommendations, involving increased consultation with other federal agencies as well as foreign and provincial governments. This has placed a heavy burden on the program divisions concerned in addition to their normal work.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

14. Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Minister's Office, the Media Relations Office or the Library.

15. Only formal requests are processed by the ATIP Office but the departmental Co-ordinator for Access to Information and Privacy must devote considerable time to consultation with the program bureaux concerned to ensure that their replies to informal enquiries are consistent with the requirements of the Act.

DESIGNATION ORDER

16. Attached as Appendix B is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise his powers under the Act, including authority to release or to deny release of information.

APPEALS TO THE INFORMATION COMMISSIONER

17. Thirty-six appeals were made to the Information Commissioner during the period under review concerning Access requests processed by the Department. Twenty-two which had not been resolved were carried forward from the previous year. By March 31, 1987, the Information Commissioner had completed 26 investigations. In 5 cases, the Commissioner found the complaint unjustified, and in 21 cases, the Commissioner's findings were against the Department, and where non-disclosure was the reason for the complaint, additional documents were given to the applicant.

Institution	Department of External Affairs	Reporting period	April 1/86 - March 31/87
-------------	--------------------------------	------------------	--------------------------

Media	171	Academia	12	Business	71	Organization	51	Public	89
-------	-----	----------	----	----------	----	--------------	----	--------	----

I Requests under the Access to Information Act

Received during reporting period	394
Outstanding from previous period	27
TOTAL	421
Completed during reporting period	371
Carried forward	50

II Disposition of requests completed

1. All disclosed	65	6. Unable to process	8
2. Disclosed in part	225	7. Insufficient information	3
3. Nothing disclosed (excluded)	11	8. Abandoned	14
4. Nothing disclosed (exempt)	13	9. Does not exist	7
5. Transferred	7	10. Treated informally	18
TOTAL			371

III Exemptions invoked

S. 13(1) (a)	181	S. 16(1) (d)		S. 20(1) (c)	166
(b)	161	S. 16(2)	2	(d)	163
(c)		S. 16(3)		S. 21(1) (a)	175
(d)	157	S. 17	4	(b)	172
S. 14	3	S. 18 (a)	1	(c)	8
S. 15(1) Internat. rel.	203	(b)		(d)	1
Defence		(c)		S. 22	1
Subversive activities		(d)	1	S. 23	2
S. 16(1) (a)	3	S. 19(1)	201	S. 24	157
(b)	2	S. 20(1) (a)	3	S. 25	
(c)	2	(b)	170	S. 26	2

IV Exclusions cited

S. 68 (a)	16
(b)	
(c)	
(d)	
S. 69(1) (a)	11
(b)	2
(c)	2
(d)	161
(e)	161
(f)	1
(g)	163

V Completion time

30 days or under	243
31 to 60 days	55
61 to 120 days	47
121 days or over	26

VI Extensions

	30 days or under	31 days or over
Searching	7	9
Consultation	21	35
Third party		
TOTAL	28	44

VII Translations

Translation requested	
Translation prepared	English to French
	French to English

VIII Method of access

Copies given	278
Examination	3
Copies and examination	9

IX Fees

Net fees collected		
Application fees	1855	
Reproduction	3658	
Searching	2540	
Preparation	270	
Computer processing		
TOTAL	8323	
Fees waived	No. of times	\$
\$25.00 or under	244	\$ 4400
Over \$25.00		\$

X Costs

Financial (all reasons)	
Salary	\$320,955
Administration (O and M)	\$ 36,350
TOTAL	\$ 357,305
Person year utilization (all reasons)	
Person year (decimal format)	7.2

Complaints to information commissioner (con't)

Reasons for complaints	
Non-disclosure	23
Fees	3
Extension	12
Publication	
Denial of translation	
Time to prepare translation	
Other	3
Certificates produced	-

Complaints to information commissioner (con't)

Disposition of complaints	
Complaint unjustified	5
Concurrence with institution	
No finding	
Recommendation accepted	21
Recommendation rejected	0

XI Complaints to info. commissioner

Complaints activity	
Outstanding from previous period	22
No. initiated during reporting period	36
Number completed during period	26
Number carried forward	32

XII Appeals to Federal Court

Outstanding from previous period	1
Number initiated during period	3
Number completed during period	1
Number carried forward	3

The Rt. Hon. Joe Clark, P. C., M. P.
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Joe Clark, C. P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated November 7, 1984.

SCHEDULE

Position

1. Associate Under-Secretary of State for External Affairs
2. Deputy Minister for International Trade
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
4. Co-ordinator for Access to Information and Privacy

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Joe Clark'.

DATE June 19, 1986

Access to Information Act
annual report

